



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/1982/3/Add.10
20 janvier 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Première session ordinaire de 1982
13 avril-8 mai 1982

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS

Rapports présentés par les Etats parties au Pacte, relatifs aux
droits faisant l'objet des articles 13 à 15, conformément à la
résolution 1988 (LX) du Conseil

HONGRIE

/14 octobre 1981/

I. GENERALITES

1. Le Gouvernement hongrois attache une importance primordiale au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à l'application intégrale de ses dispositions, et c'est pourquoi la République populaire hongroise a été l'une des premières à adhérer au Pacte.
2. Les principes énoncés et les mesures préconisées dans cet instrument figuraient déjà, avant son entrée en vigueur, dans la législation hongroise.
3. Le droit à l'autodétermination reconnu par l'article 1 du Pacte est respecté et pleinement exercé.
4. Toute discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation est étrangère à l'ordre socialiste de la société hongroise, comme le stipulent les articles 61 et 62 de la Constitution, et toute violation des lois et règlements en vigueur à cet égard est considérée comme un délit puni par la loi.
5. En ce qui concerne l'application des articles 13 à 15 du Pacte, il n'existe pas de différence essentielle entre les ressortissants hongrois et les non-ressortissants.
6. Le droit égal qu'ont l'homme et la femme au bénéfice de tous les droits énoncés aux articles 13 à 15 est repris par l'article 61 de la Constitution - qui est le texte législatif suprême -, et l'exercice de ce droit est systématiquement assuré.

7. Aucune restriction n'est imposée en ce qui concerne l'exercice des droits énumérés aux articles 13 à 15.

II. ARTICLE 13 : DROIT A L'EDUCATION

A. Principaux textes (lois, règlements administratifs, accords collectifs, décisions judiciaires et autres dispositions) concernant le droit de toute personne à l'éducation sous ses divers aspects

6. Le droit de toute personne à l'éducation, énoncé à l'article 13, est repris par l'article 59 de la Constitution, libellé comme suit :

1. La République populaire hongroise garantit à ses citoyens le droit à l'instruction;

2. La République populaire hongroise donne effet à ce droit en mettant l'instruction publique à la disposition de tous, en assurant un enseignement primaire gratuit et obligatoire, en prévoyant un enseignement secondaire et supérieur, un enseignement continu pour les adultes, et en accordant une aide financière à ceux qui étudient."

9. Les textes législatifs mineurs relatifs à ces dispositions constitutionnelles seront abordés dans la suite de ce rapport.

B. Mesures prises pour assurer le plein exercice du droit de toute personne à l'éducation

10. Le régime socialiste de la République populaire hongroise, ses lois et règlements, de même que les principes et les pratiques adoptés par le Gouvernement hongrois en matière de politique étrangère, garantissent sans restriction le plein épanouissement de la personnalité humaine, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la participation de tous les citoyens aux affaires politiques; ils visent à favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux, et à encourager le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

11. Non seulement la République hongroise prévoit tous ces droits dans sa législation, mais elle en établit également les conditions d'application effective.

C. Droit à l'enseignement primaire

12. Aux termes de la loi III de 1961 et du décret-loi No 14 de 1962, tous les enfants d'âge scolaire ont obligatoirement droit à l'enseignement primaire gratuit. La fréquentation scolaire est obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans. L'enseignement primaire est donné dans les écoles primaires, qui comprennent huit classes, suivies de deux années de cours complémentaires. Tout enfant de moins de 16 ans, qui a terminé ses études primaires, qui n'est ni en secondaire ni dans une école technique et qui n'est pas employé plus de quatre heures par jour est tenu de fréquenter un cours complémentaire professionnel jusqu'à la fin de l'année scolaire à laquelle il aura atteint ses 16 ans.

/...

13. Les enfants qui souffrent de déficiences physiques, mentales ou sensorielles, mais aptes à l'étude, sont envoyés dans des institutions pour enfants handicapés.
14. Les droits des groupes ethniques - égalité, droit d'employer sa langue maternelle, de préserver et de développer sa culture nationale et de recevoir un enseignement dans sa langue - sont garantis par la Constitution. Dans les villages ou les villes où les représentants d'au moins 15 enfants d'âge scolaire appartenant à un groupe ethnique en font la demande, l'Etat leur permet de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle, ou fait en sorte que cette langue soit enseignée comme matière obligatoire.
15. L'Etat accorde certains avantages aux enfants de familles modestes, et les enfants handicapés ou domiciliés loin de l'école ainsi que les enfants placés sous la tutelle de l'Etat sont admis dans des internats.
16. Pour l'année scolaire 1980-1981, il y avait 1 162 203 élèves inscrits dans les écoles primaires et 37 285 dans les écoles pour enfants handicapés. Parmi les enfants âgés de 6 à 14 ans, 98,8 p. 100 reçoivent un enseignement général donné par un seul instituteur tandis que 99,3 p. 100 des élèves se trouvant entre leur cinquième et leur huitième année d'études ont un professeur pour chaque matière. Le nombre des enfants placés sous la tutelle de l'Etat s'élève à 33 000.
17. L'enseignement primaire est gratuit durant toute la période de scolarité obligatoire.
18. Pour faire respecter le droit à l'enseignement primaire ou la fréquentation scolaire obligatoire, diverses sanctions sont prévues : l'Etat oblige les parents à envoyer leurs enfants d'âge scolaire à l'école et prend des sanctions administratives contre ceux qui manquent à cette obligation.

D. Droit à l'enseignement secondaire

19. En vertu des conditions établies par la loi, les enfants peuvent, à la fin de leur huitième année d'école primaire, poursuivre leurs études dans des écoles secondaires (lycées), des écoles secondaires spécialisées, des écoles professionnelles des écoles de secrétariat ou des écoles paramédicales.
20. Comme l'enseignement primaire, l'enseignement donné durant les cours de jour des établissements secondaires est gratuit et n'entraîne aucuns frais d'inscription ni de scolarité. Les élèves achètent eux-mêmes leurs livres et fournitures scolaires à des prix très avantageux subventionnés par l'Etat, et ceux qui n'ont pas de ressources suffisantes reçoivent une aide supplémentaire.
21. La durée des études est de quatre ans dans les lycées et dans les écoles secondaires spécialisées; les étudiants doivent passer un examen de fin d'études et un examen d'aptitude dans le cas de certains établissements secondaires spécialisés; les études sont de trois ans dans les écoles professionnelles et les étudiants doivent passer un examen d'aptitude professionnelle dans leur domaine de spécialisation.

/...

22. Les 531 établissements secondaires du pays (lycées et établissements secondaires spécialisés) reçoivent actuellement 203 238 étudiants, à raison de 44 p. 100 d'élèves inscrits dans les lycées et 56 p. 100 dans les écoles secondaires spécialisées.

23. En 1981, 96,7 p. 100 des élèves des écoles primaires ont demandé à passer en secondaire (le pourcentage de ceux qui quittent l'école étant de 2,7 p. 100 pour les garçons et 4 p. 100 pour les filles). Le pourcentage des inscriptions est plus élevé dans les écoles secondaires spécialisées (112,3 p. 100 par rapport au niveau prévu) et a augmenté de 2,6 p. 100 dans les écoles professionnelles tout en restant au-dessous du niveau prévu avec un total de 94,5 p. 100.

24. L'administration centrale facilite de diverses manières les progrès des étudiants du secondaire : elle leur réserve des salles d'étude, fait organiser des cours de rattrapage et des groupes d'étude et accorde une attention spéciale aux étudiants les plus doués.

25. L'enseignement des écoles secondaires spécialisées est essentiellement régi par la loi III de 1961 sur le système d'éducation de la République populaire hongroise, qui donne une définition générale des principes fondamentaux, des institutions, des buts et des tâches du système d'éducation socialiste et qui indique la ligne à suivre pour réaliser les objectifs fixés par la politique pédagogique dans le cadre de la Constitution.

26. Les écoles secondaires spécialisées créées en vertu de la loi mentionnée ci-dessus délivrent aux étudiants un certificat de fin d'études et un certificat d'aptitude professionnelle les qualifiant pour un emploi dans certains types d'activités demandant une formation au niveau du secondaire (comptabilité, statistiques, etc.).

27. La loi III de 1961 a été modifiée par le décret-loi No 24 de 1965 portant création d'un nouveau type d'écoles secondaires spécialisées devant dispenser aux étudiants un enseignement général moderne et une formation professionnelle de niveau secondaire, les aider à devenir des hommes et des femmes polyvalents élevés dans l'esprit socialiste, leur donner une formation professionnelle, une instruction théorique et pratique et développer leurs aptitudes pour leur permettre de trouver un emploi correspondant à leur spécialisation dans les types d'activités définis au titre des dispositions de la loi, et notamment d'être en mesure d'effectuer des tâches dans des domaines allant de la production proprement dite au contrôle de différentes phases de travaux et les préparer à entrer dans des établissements d'enseignement supérieur.

28. Cette loi a encore été modifiée par le décret-loi No 25 de 1973 concernant les écoles secondaires spécialisées, qui maintient, sur la base d'une mise à jour des programmes instituée en 1979 pour la plupart des spécialisations, l'orientation de la formation telle que définie par le décret-loi No 24 de 1965, mais prescrit la nécessité d'une formation professionnelle pour des emplois précis (exigeant un niveau plus élevé de connaissances théoriques) dans certains domaines de l'industrie, de l'industrie alimentaire, de l'économie forestière et prévoit la préparation des étudiants à des études supérieures faisant suite à celles qu'ils ont faites dans les écoles secondaires spécialisées.

/...

29. En conséquence, les écoles secondaires spécialisées assurent maintenant une formation professionnelle. L'enseignement est pratiquement gratuit et les étudiants bénéficient de certains avantages, dont des réductions sur les fournitures scolaires, les manuels, les repas et les moyens de transport.

30. Les écoles secondaires spécialisées de Hongrie comptent actuellement 700 étudiants venant de pays en développement et leur nombre devrait atteindre 1 200 au cours des cinq prochaines années.

31. La formation des ouvriers spécialisés est régie par une législation séparée. Aux termes de la loi VI de 1969, les ouvriers spécialisés pour l'économie nationale sont formés dans des écoles professionnelles qui, faisant partie du système d'éducation et organisées sur le modèle des écoles primaires à huit classes, sont des écoles intermédiaires donnant un enseignement professionnel plutôt qu'un enseignement secondaire complet (art. 6).

32. L'établissement et l'entretien des écoles professionnelles relèvent de la responsabilité de l'Etat. Les écoles professionnelles sont ouvertes à tous les jeunes qui ont terminé avec succès leurs études primaires et remplissent les conditions d'âge et de santé prescrites pour la profession qu'ils ont choisie. Actuellement, près de 50 p. 100 des élèves sortant de l'école primaire poursuivent leurs études secondaires dans des écoles professionnelles.

33. La formation professionnelle des jeunes gens est gratuite. Les élèves ne paient ni frais d'inscription ni frais de scolarité. D'autre part, en fonction du type d'emploi et de leurs résultats scolaires, ils reçoivent tous une allocation plus ou moins importante pendant la durée de leurs études. Au cours de la première année, cette allocation est payée par l'école et, au cours des deuxième et troisième années, elle est payée par l'entreprise chargée de l'enseignement pratique.

34. Entre deux années scolaires, les stagiaires ont droit à un congé de 30 jours ouvrables; ils ont également deux semaines de vacances d'hiver et une semaine de vacances de printemps.

35. Les élèves passent une visite médicale avant d'être admis et ils sont suivis régulièrement tout au long de leurs études. En cas de maladie, ils sont soignés gratuitement (examen médical, hospitalisation, fournitures et médicaments, etc.).

36. Dans les écoles professionnelles, les études durent trois ans, au cours desquels l'élève reçoit une formation théorique.

37. La formation théorique, y compris l'enseignement général et professionnel, est donnée dans des écoles professionnelles dirigées par un conseil. Dans le cadre de la répartition des tâches, l'école et l'entreprise se partagent la formation pratique sous la supervision et la direction des écoles professionnelles. En vertu du programme d'organisation de la formation, la formation pratique se fait dans des ateliers scolaires pour les élèves de première année, dans des ateliers d'entreprise pour les élèves de deuxième année et par une participation directe aux tâches productives pour les élèves de troisième année.

/...

38. Les textes utilisés dans l'enseignement technique (programmes, manuels, etc.) sont établis et publiés par les services compétents de l'administration centrale.

39. Tout en travaillant, les élèves diplômés des écoles professionnelles peuvent, selon les connaissances déjà acquises, poursuivre leurs études dans des écoles secondaires pour ouvriers spécialisés ou en suivant des cours du soir ou des cours par correspondance donnés par les écoles secondaires spécialisées pour adultes, qui leur permettent d'acquérir le niveau nécessaire pour entrer dans des établissements d'enseignement supérieur.

40. Les écoles professionnelles pour adultes (réservées aux personnes qui travaillent) contribuent pour beaucoup elles aussi à fournir des ouvriers spécialisés à l'économie nationale. A cet effet, les entreprises organisent des cours pratiques pour les ouvriers spécialisés; ces cours sont ouverts aux ouvriers âgés de plus de 20 ans qui ont terminé l'école primaire, présentent les conditions de santé requises pour le poste recherché et ont acquis une expérience professionnelle suffisante. La durée de ces cours est normalement de 30 à 32 semaines. Ce programme porte sur des connaissances de base et des sujets relatifs au type de travail ainsi que sur des connaissances idéologiques générales. Les candidats doivent acquitter un droit d'inscription dont le paiement peut être partiellement ou totalement pris en charge par l'employeur.

41. A la fin de leurs études professionnelles, dans quelque catégorie que ce soit, les étudiants doivent passer des examens devant un jury national composé d'examineurs spéciaux attachés aux écoles professionnelles. Les conditions à remplir pour les examens sont uniformes et le certificat d'aptitude professionnelle délivré aux candidats leur permet de trouver un emploi correspondant à leur spécialisation n'importe où dans le pays.

E. Droit à l'enseignement supérieur

42. Dans tous les établissements d'enseignement supérieur, l'admission est soumise à la présentation d'un certificat de fin d'études secondaires (école secondaire ou école secondaire spécialisée). Dans les deux types d'écoles secondaires, les études sont sanctionnées par un examen de fin d'études. Les élèves diplômés d'une école professionnelle peuvent présenter une demande d'admission dans un établissement d'enseignement supérieur après avoir obtenu un diplôme de fin d'études secondaires. Pour être admis dans un établissement d'enseignement supérieur, les candidats doivent passer un examen d'entrée. A l'exception de certains établissements spécialisés comme les Beaux-Arts, l'examen d'entrée comprend généralement deux sujets relevant du programme d'études secondaires et un sujet dans le domaine choisi d'enseignement supérieur. L'examen comporte deux parties, un écrit et un oral. Les critères d'admission sont établis par l'administration centrale tant pour l'oral que pour l'écrit, les sujets donnés à ce dernier étant les mêmes dans tout le pays.

43. La procédure d'admission est conçue pour évaluer la personnalité des candidats, en particulier leur maturité, leurs aptitudes et leurs dispositions.

/...

44. Le nombre d'étudiants inscrits aux cours du jour des établissements d'enseignement supérieur s'élève annuellement à environ 16 000, ce qui représente 35 à 37 p. 100 des diplômés de l'enseignement secondaire. Ce chiffre montre, entre autres, que 11 à 12 p. 100 des étudiants appartenant à ce groupe d'âge poursuivent des études supérieures et que 93 à 94 p. 100 des étudiants des universités et collèges obtiennent un diplôme, ce qui signifie que 291 personnes sur 10 000 passent par l'enseignement supérieur et que 525 salariés sur 10 000 ont une formation universitaire.
45. Afin de favoriser une bonne mobilité sociale, les établissements d'enseignement supérieur désignés prennent contact avec des enfants socialement désavantagés (familles de travailleurs manuels) en troisième année de secondaire et, par un système de préinscription, les suivent tout spécialement, leur donnant des cours particuliers (cours spéciaux, entraînement à l'examen d'entrée, etc.) en vue de faciliter leur succès à cet examen.
46. Dans le même but, des cours d'un an sont organisés pour donner, à temps partiel, une préparation intensive aux ouvriers spécialisés diplômés du secondaire et engagés dans la vie active. Les personnes qui exercent un emploi peuvent continuer leurs études en suivant des cours du soir ou des cours par correspondance donnés par des établissements d'enseignement supérieur.
47. En 1980, le nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur s'élevait à 64 500 pour les cours du jour et à 39 000 pour les cours du soir et par correspondance. Les enfants de travailleurs manuels formaient près de 40 p. 100 de l'effectif des cours du jour.
48. Si l'on élabore ainsi les modalités d'admission, c'est pour bien évaluer les dispositions et les aptitudes pour lesquelles il n'existe pas encore de moyens d'appréciation vraiment adéquats.
49. Des avantages sont régulièrement accordés soit en nature soit en argent à 80,1 p. 100 des étudiants des universités et collèges, dont 44,3 p. 100 bénéficient de bourses de perfectionnement, 47 p. 100 de prestations sociales et 13,6 p. 100 de bourses d'études.
50. En revanche, 24 p. 100 des étudiants sont tenus de payer leurs frais de scolarité. Ces frais varient selon les résultats scolaires et la situation financière des intéressés et s'élèvent en moyenne à 389 fcrint par trimestre.

F. Droit à l'éducation de base

51. En vertu de la loi III de 1961 et de ses décrets d'application, les travailleurs ont la possibilité de poursuivre leurs études tout en exerçant un emploi. Les travailleurs qui n'ont pas terminé leurs études primaires à 16 ans (âge limite de scolarité obligatoire) peuvent les compléter par des cours du soir, des cours par correspondance ou en se préparant à un examen par cours particuliers.

/...

52. L'enseignement pour adultes est dispensé dans les écoles primaires ou par des cours donnés dans les usines et dans les établissements et coopératives agricoles. Les décrets mentionnés plus haut prévoient aussi que dans les villages et les villes où une école primaire est ouverte pour un groupe ethnique particulier, l'enseignement devra, si 15 élèves au moins en font la demande, être donné dans la langue maternelle de ce groupe, et l'enseignement de cette langue comme matière obligatoire figurera également au programme des écoles primaires pour adultes.

G. Développement d'un réseau scolaire

53. Une publication de 1979 présentant les principales données comparatives concernant le réseau scolaire hongrois figure à l'annexe au présent document.

54. La structure du système scolaire n'ayant pas changé, les dernières années ont surtout été marquées par une modernisation des programmes.

55. La mise à jour continue des principaux textes relatifs à l'instruction et à l'éducation s'est accompagnée à partir de 1977, de nouvelles mesures et programmes, comme suit (dans l'ordre chronologique) :

a) Pour l'année scolaire 1977-1978, dans les écoles professionnelles, les écoles de secrétariat, les écoles primaires enseignant la langue maternelle des groupes ethniques comme matière obligatoire;

b) Pour l'année scolaire 1978-1979, dans les écoles primaires, les écoles pour enfants handicapés et les écoles professionnelles secondaires,

c) Pour l'année scolaire 1979-1980, dans les écoles secondaires et écoles secondaires spécialisées;

d) Pour l'année scolaire 1980-1981, dans les écoles primaires dont l'enseignement est donné dans la langue maternelle d'un groupe ethnique;

e) Pour l'année scolaire 1981-1982, dans les écoles de musique, les écoles secondaires enseignant des matières facultatives et les écoles secondaires dont l'enseignement est dispensé dans la langue maternelle d'un groupe ethnique.

56. Au cours de l'année scolaire 1982-1983, la mise en place de nouveaux programmes se poursuivra dans les différents types d'écoles pour adultes.

57. Conformément aux directives de l'administration centrale, des manuels identiques ont été établis d'après les programmes approuvés par le Ministère de l'instruction publique. Les manuels sont rédigés lors de concours publics organisés conformément aux directives données par l'administration centrale pour chaque matière et chaque classe. Les gagnants de ces concours deviennent les auteurs des manuels rédigés dans chaque matière suivant les instructions administratives.

58. Les essais préliminaires jouent un rôle important dans l'établissement des nouveaux manuels. Des informations, des travaux pratiques suivis de débats sont prévus pour les professeurs participant à ces essais.

/...

59. L'élaboration de plans de développement à long terme suit son cours. Le processus de modernisation permanente vise surtout à un développement intensif de l'enseignement et se caractérise essentiellement par :

- a) Une surveillance continue à l'égard des enfants des écoles primaires;
- b) Une relation plus étroite entre les programmes et les débouchés des différentes formes d'enseignement secondaire;
- c) Le renforcement des liens entre l'enseignement et les autres domaines de la culture;
- d) Une répartition plus rationnelle des tâches entre l'école et l'entreprise dans le cas de la formation pratique.

H. Etablissement d'un système adéquat de bourses

60. Il existe deux types de bourses pour l'enseignement secondaire : une bourse d'Etat et une bourse d'aide sociale. Il y a 17 328 élèves (dont 14 050 enfants de travailleurs manuels) titulaires d'une bourse d'Etat et 4 375 (dont 3 349 enfants de travailleurs manuels) titulaires d'une bourse d'aide sociale.

61. Outre les bourses, les élèves de l'enseignement primaire et secondaire peuvent se prévaloir de divers services sociaux (centres d'accueil pour la journée, cantines, salles d'étude, foyers) et le cas échéant d'une aide de l'Etat qui est fonction des revenus et de la situation sociale de la famille.

62. Le système de bourses pour l'enseignement supérieur (université et collège) est fondé sur deux principes : fournir une aide matérielle aux étudiants impécunieux et empêcher ainsi que des raisons financières ne les obligent à abandonner leurs études, et encourager les étudiants à obtenir les meilleurs résultats. Il existe donc deux principales formes d'aide financière : la bourse d'études, octroyée essentiellement sur la base des résultats scolaires, d'un montant de 100 à 600 forint par mois, et la bourse d'aide sociale, d'un montant de 100 à 600 forint par mois et octroyée aux enfants de familles dont le revenu mensuel est inférieur à 2 200 forint par mois par personne.

63. Au nombre des autres avantages, il faut citer la bourse de la République populaire hongroise d'un montant de 2 200 forint par mois, qui peut être décernée aux meilleurs étudiants, l'aide d'urgence qui peut être accordée aux étudiants se trouvant dans le besoin ainsi qu'une aide complémentaire pour financer certaines dépenses supplémentaires au cours de la formation professionnelle. Cette aide financière est assortie d'une assistance en nature (logement dans un foyer d'étudiants).

64. A partir de février 1982, l'aide financière sera majorée de 30 p. 100 en moyenne et l'ordonnance sur les bourses sera modifiée en conséquence au cours du deuxième semestre.

65. Ce système de bourses est complété par un programme dans le cadre duquel une entreprise ou un organisme s'engage, aux termes d'un contrat écrit, à accorder une aide à un étudiant qui est alors tenu d'entrer à leur service à la fin de ses études pour une durée correspondant au moins à celle pendant laquelle il a bénéficié de cette aide. Le montant versé mensuellement par l'entreprise ou l'organisme est de 400 à 700 forint et vient s'ajouter aux prestations auxquelles l'étudiant a normalement droit.

/...

I. Amélioration des conditions matérielles du personnel enseignant

66. Conformément à la politique relative au niveau de vie pour les périodes correspondantes du Plan, on s'efforcera de mieux rétribuer, tant du point de vue matériel que moral, les services du personnel enseignant. Dans son programme socio-économique en cours, le Conseil des ministres envisage donc d'élaborer des mesures visant à améliorer les conditions d'existence et de travail du personnel enseignant et propose notamment d'établir des plans d'aide sociale très poussée (allocations de logement, etc.).

67. Des cours complémentaires sont organisés à l'intention des enseignants du niveau primaire et secondaire. Pendant l'année scolaire et les vacances d'été, des inspecteurs et des professeurs du secondaire peuvent suivre des cours complémentaires organisés par l'Institut pédagogique national. Chaque année, 2 200 à 2 500 enseignants suivent ces cours.

68. Les professeurs de langues étrangères ont la possibilité de suivre des cours de perfectionnement à l'étranger.

69. La participation aux cours de perfectionnement est recommandée sans être obligatoire.

70. Les enseignants participent à l'élaboration de nouveaux livres de classe et sont membres des comités compétents et le personnel enseignant de certaines écoles donnent leur avis sur les projets de manuels et participent aux discussions. Les enseignants participent aussi à l'expérimentation des nouveaux programmes d'enseignement, ainsi qu'à l'établissement et à la rédaction de manuels. Les enseignants qui écrivent les livres de classe ont droit, le cas échéant, à un congé spécial.

71. Le traitement des professeurs de collège et d'université est fixé sur le barème du mérite en fonction du barème applicable à leur classe. Le traitement de base est augmenté automatiquement tous les trois ans, mais peut aussi être augmenté chaque année sur la base du mérite. Les professeurs très expérimentés reçoivent une indemnité spéciale lorsqu'ils dirigent un département et ceux en poste dans un lieu comportant des risques pour la santé ont droit à une prime d'un montant correspondant à 10 ou 30 p. 100 du salaire de base.

/...

Barème des traitements

<u>Catégorie</u> <u>d'enseignant</u>	<u>Montant du</u> <u>traitement</u> <u>(en forint)</u>	<u>Augmentation</u> <u>automatique</u>
3221 Professeur d'université	6 400 - 12 000	350
3222 Professeur d'université adjoint	5 200 - 11 000	300
3223 Charge de cours adjoint	4 000 - 9 000	250
3224 Assistant de professeur d'université	2 800 - 7 500	250
3225 Professeur de collège universitaire	5 200 - 11 000	300
3226 Professeur de collège universitaire adjoint	4 600 - 9 500	250
3227 Chargé de cours au collège universitaire adjoint	3 600 - 8 000	250
3228 Assistant de professeur de collège universitaire	2 800 - 6 500	250
3229 Professeur d'école normale (Jardins d'enfants)	4 400 - 9 500	300
3230 Professeur d'école normale adjoint (Jardins d'enfants)	3 800 - 8 000	250
3231 Chargé de cours dans une école normale (Jardins d'enfants)	3 200 - 6 500	250
3232 Assistant de professeur d'école normale (Jardins d'enfants)	2 600 - 6 000	250
3233 Professeur de langue, moniteur d'éducation physique, enseignant (Foyers d'étudiants)	2 600 - 9 000	250

72. Les droits d'auteur (publication de livres de classe et de manuels), les gains provenant d'un deuxième emploi qui peuvent représenter jusqu'à 50 p. 100 du traitement de base et la rémunération perçue pour la participation à des travaux exécutés par les universités et collèges pour des projets d'entreprises constituent les principales sources de revenus supplémentaires pour les enseignants.

/...

Préparation des programmes d'études

73. Les programmes d'études des universités sont préparés par les facultés intéressées sur la base des directives du Ministère de l'éducation avec la participation du corps enseignant. Ces programmes sont approuvés par les conseils de faculté et, du fait qu'ils représentent le corps enseignant de la faculté, leurs membres peuvent exprimer leurs vues sur des questions ayant trait non seulement à leurs propres disciplines, mais à l'enseignement universitaire en général. C'est le cas également pour le conseil d'université qui approuve en dernier ressort les programmes d'études. Les membres élus de ces deux conseils représentent également le personnel enseignant qui fait donc connaître ses vues par leur intermédiaire. Les membres rendent compte à leurs électeurs de la façon dont ils se sont acquittés de leur mandat de représentant.

74. Les organes consultatifs et les comités spéciaux du Ministère de l'éducation participent également à la préparation des programmes d'études de façon à préserver l'uniformité des programmes universitaires. Les comités spéciaux, sur la base des vues personnelles de leurs membres, se prononcent sur toutes les questions, notamment sur les programmes d'études. Ces comités ont pour règle d'informer les organes compétents des vues différant de celles de la majorité.

Matériel pédagogique

75. La préparation du matériel pédagogique (notes à l'intention des enseignants, livres de classe et ouvrages de référence) est confiée à un auteur ou groupe d'auteurs et des lecteurs désignés au préalable sont chargés de revoir leur travail.

76. La commande du matériel pédagogique est effectuée par l'université ou le Ministère de l'éducation selon sa nature et son objectif et l'éditeur établit un contrat en conséquence. La commande d'ouvrages utilisés par le corps enseignant universitaire incombe à l'université et celle d'ouvrages destinés aux établissements de tout le pays au Ministère de l'éducation.

Travaux particuliers

77. Indépendamment de leur participation aux travaux d'organes relevant d'établissements d'enseignement ou de comités consultatifs du Ministère de l'éducation les enseignants peuvent le cas échéant être invités par d'autres institutions ou des inspecteurs de l'enseignement à participer à certaines activités et donner leur avis sur des questions intéressant les méthodes ou le contenu de l'enseignement.

J. Droit de choisir l'établissement scolaire

78. La liberté de conscience est garantie par la Constitution et, conformément aux accords conclus entre l'Etat et les Eglises, les parents peuvent élever leurs enfants dans un esprit religieux ou leur faire donner une instruction religieuse conforme à leurs convictions.

/...

79. Les parents ont la possibilité d'inscrire leurs enfants dans une école secondaire publique ou religieuse. La Hongrie compte 10 écoles secondaires religieuses comprenant un effectif de près de 2 500 élèves.

80. La création d'écoles enseignant la langue de minorités a été prévue par la législation. Pour l'année scolaire 1980-1981, 35 482 élèves étaient inscrits dans 282 écoles enseignant la langue d'une minorité et 20 écoles où l'enseignement se fait dans la langue d'une minorité à l'échelon primaire (6 à 14 ans). A l'échelon secondaire, il existe 5 écoles de ce type et leur effectif est de 700 élèves environ.

III. ARTICLE 14 : PRINCIPE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE ET GRATUIT POUR TOUS

81. La loi III de 1961 garantit l'enseignement primaire obligatoire et gratuit et le décret-loi No 14 de 1962 ainsi que le décret No 3 de 1966 (XI.4) du Ministère de l'éducation et de la culture qui en assure l'application a prévu la création d'écoles primaires et d'institutions pour enfants handicapés. Aux termes du décret-loi, les autorités facilitent l'enseignement obligatoire pour les enfants nécessiteux en prévoyant à leur intention des salles d'étude, des centres d'accueil pour la journée, des internats, etc. En ce qui concerne l'enseignement primaire, le fonctionnement des écoles est identique dans tout le pays. Les matières étudiées et les méthodes d'enseignement sont déterminées par des programmes et livres de classe utilisés par tous en Hongrie.

82. Le droit de chacun à recevoir un enseignement primaire obligatoire a été appliqué sans difficulté au cours des dernières années comme le prouvent les pourcentages ci-après concernant la scolarité obligatoire :

a) Le nombre des inscriptions représente un taux de scolarité de 98,8 p. 100 des enfants d'âge scolaire;

b) Grâce aux jardins d'enfants et aux écoles maternelles, 98,5 p. 100 des élèves de la première année d'enseignement primaire ont reçu un enseignement préscolaire;

c) Au cours de la dernière année d'école, 92,3 p. 100 du groupe d'âge intéressé ont achevé la huitième année d'enseignement primaire dans le cadre de la période de scolarité obligatoire. En tenant compte des diplômés des établissements pour enfants handicapés et des cours d'enseignement primaire pour adultes, le pourcentage global des enfants ayant reçu un enseignement primaire est de 95,2 p. 100.

83. Environ 5 p. 100 des enfants du groupe d'âge correspondant n'ont pas reçu un enseignement primaire complet au cours des 10 années de scolarité obligatoire, essentiellement pour des raisons de santé ou parce qu'ils ont dû redoubler des classes.

/...

IV. ARTICLE 15 : DROIT DE PARTICIPER A LA VIE CULTURELLE
ET DE BENEFICIER DU PROGRES SCIENTIFIQUE ET DE LA
PROTECTION DES INTERETS DES AUTEURS

A. Droit de participer à la vie culturelle

84. Les textes de loi fondamentaux de la République populaire hongroise, comme la Constitution, la loi relative à l'éducation, la loi relative à l'éducation publique et la loi relative aux jeunes, reconnaissent le droit de participer à la vie culturelle et qu'il est souhaitable et nécessaire que chacun en bénéficie. Les questions concernant les centres de la culture relèvent directement de la loi V de 1976 sur l'éducation publique, du décret No 3/1979 (I.20) du Conseil des ministres et du décret No 1/1979 (I.20) du Ministre de la culture. Les organisations sociales et les organisations représentatives de coopératives, par leurs activités et par les possibilités qu'elles offrent, concrétisent les droits et les devoirs correspondants.

85. La loi V de 1976, dont les dispositions les plus marquantes prévoient non seulement de charger le personnel enseignant du développement de l'éducation publique, mais également d'y associer les principaux organismes sociaux (organismes économiques, coopératives, etc.), est l'instrument principal en la matière, et celui qui a la portée la plus globale.

86. Cette loi a donné lieu à la création du Conseil national de l'éducation publique qui est rattaché au Conseil des ministres et composé des principaux représentants de la radio et de la télévision, de divers ministères et organismes sociaux ainsi que de personnalités des milieux culturels. Le Conseil national qui est chargé de promouvoir le développement coordonné de l'éducation publique, est habilité à inviter des particuliers et des organisations à lui rendre compte de leurs activités et dispose de crédits lui permettant de financer des initiatives viables.

87. Les organes de l'Etat, l'administration locale et des organismes économiques et sociaux financent les activités culturelles locales. Par exemple, les entreprises et les coopératives agricoles sont tenues de réserver des fonds pour les activités sociales et culturelles et les membres et leurs comités syndicaux décident de leur utilisation. Les programmes d'activité et les budgets des conseils locaux sont approuvés à l'occasion des réunions des conseils. Les centres de la culture élisent des représentants qui ont également un rôle à jouer dans la planification des activités, de sorte que la participation de la population, directement et indirectement, est aussi assurée par la loi.

88. La législation et la réglementation concernant les musées, bibliothèques et archives ainsi que la protection des monuments historiques, veillent à la préservation de la culture, et le droit de chacun à participer à la vie culturelle est énoncé en tant que droit civique dans la loi sur l'éducation publique.

/...

89. Le décret-loi No 15 de 1976 sur les bibliothèques et le décret No 17/1976 (VI.7) du Conseil des ministres lui donnant effet stipule expressément le droit de chacun à utiliser les services de bibliothèque. En vertu du décret-loi, ces services sont gratuits.

90. Le concept de musée est défini comme suit par le décret-loi No 9 de 1964 :

"Les objets ou écrits marquants ayant trait à l'histoire, aux sciences, à la littérature, aux arts et au développement de la production (ci-après dénommé 'pièces de musées') seront préservés, de la façon définie par le présent décret-loi, présentés scientifiquement et mis à la disposition de toute la population. Ces tâches incomberont au Ministre de l'éducation et de la culture.

Les musées nationaux sont des institutions scientifiques chargées de préserver, de présenter scientifiquement et de mettre au service de l'éducation populaire les collections de pièces de musées les plus remarquables dans un domaine donné, qui ont un intérêt national et visent à offrir une synthèse dans un domaine donné (art. 5, par. 1). Aux fins de l'exécution de programmes scientifiques, les musées nationaux prêteront leur concours à d'autres musées pour des activités spécifiées par le Ministre de l'éducation et de la culture (art. 6, par. 1)."

91. Au sens du décret-loi, les recherches scientifiques sont dirigées par l'Académie des sciences de la Hongrie qui, par l'intermédiaire de ses comités, formule des recommandations touchant les principaux domaines de la recherche scientifique. Entre 40 et 60 p. 100 des membres des comités de l'Académie sont des représentants de musées. Pour chaque période quinquennale, les programmes de recherche à long terme sont établis sur la base des recommandations formulées par les comités de l'Académie.

92. Le décret-loi No 27 de 1969 concernant les archives et la protection des archives (art. 6) et le décret gouvernemental No 30/1969 (IX.2) lui donnant effet (art. 11, par. d) stipulent que les archives seront mises à la disposition des chercheurs et que des sections appropriées dans les bâtiments où elles sont entreposées, seront désignées à cette fin. La réglementation concernant les archives (ordonnance No 130/1971 (M.K.10) du Ministre de l'éducation) définit les modalités d'application de ce principe général.

93. En ce qui concerne le point 2, alinéas a) et b), le budget de l'Etat et divers fonds créés à cette fin (Fonds culturel central, Fonds national pour l'éducation publique, fonds constitués par des associations professionnelles, fonds alimentés essentiellement par les ressources de l'Etat pour les activités culturelles des syndicats et la mise en place d'installations culturelles peu onéreuses pour les jeunes) permettent de financer les activités culturelles.

94. Créer les conditions propices à l'éducation publique incombe essentiellement à l'Etat, et l'infrastructure mise en place pour promouvoir la participation de tous à la culture lui appartient donc (à l'exception des institutions religieuses, des collections appartenant aux églises ainsi que de certaines collections privées). Les dépenses d'investissement effectuées et une très grande partie des frais d'exploitation des services de radiodiffusion et de télévision, des bibliothèques,

/...

des musées, des galeries et des archives, des cinémas, des centres et des clubs culturels, des théâtres et des salles de concert sont financés par le budget de l'Etat, les budgets des conseils locaux et les contributions d'entreprises et de coopératives. Le développement de l'infrastructure culturelle, la réduction progressive des différences régionales en ce qui concerne le bénéfice du patrimoine culturel et la modernisation des institutions sont planifiées, organisées et supervisées par les organismes de planification de l'Etat et par les conseils.

95. Il existe trois stations de radiodiffusion. En 1979, la capacité totale de ce réseau était de 3 169 kW, et il diffusait en moyenne 309 heures par semaine. Au cours des années 70, ce réseau a plus que triplé sa capacité, soit le taux de développement le plus élevé pour les émissions sur ondes courtes, et il a étendu la zone desservie. Le temps de diffusion hebdomadaire a augmenté en moyenne de 20 p. 100. Ce réseau dessert tout le territoire. Actuellement, 96 p. 100 de la population possèdent un poste de radio. En ce qui concerne le réseau de télévision, la chaîne 1 dessert 95 p. 100 du territoire, et la chaîne 2 en dessert 60 p. 100. Les programmes télévisés représentent en moyenne 82 heures par semaine, la diffusion a augmenté de 60 p. 100 environ au cours des années 70, et 91 p. 100 des Hongrois possèdent un poste de télévision.

96. En ce qui concerne les contacts avec le public, les centres de la culture viennent au deuxième rang après les moyens de communication de masse. L'objectif de ces centres est d'organiser des activités culturelles dans les zones résidentielles. Indépendamment de leurs fonctions spécifiques (promouvoir activement et de manière novatrice l'éducation publique dans les collectivités), ils font également office de cinéma, de théâtre, de salle de concert et de galerie d'art dans les villages et les petites villes. D'après les statistiques de 1980, 4,6 millions de personnes ont assisté à des conférences de caractère général organisées dans 2 554 centres de la culture et 152 000 personnes ont suivi les activités de cercles spéciaux et 206 000 celles de groupes artistiques amateurs. Plus de 9 millions de personnes ont assisté à des réunions sociales comportant des programmes récréatifs. D'après des études sociologiques, tous les secteurs de la population ont des contacts plus ou moins fréquents avec les centres de la culture, les jeunes constituant la majeure partie des participants aux activités.

97. Selon les statistiques de 1980 également, 41,7 millions de livres répartis entre 10 500 bibliothèques publiques étaient à la disposition de 2,2 millions de lecteurs inscrits, et 52,1 millions de livres ont été prêtés; la proportion était donc de 9,8 bibliothèques et 3 800 livres pour 10 000 habitants.

98. Les 467 musées, ont accueilli 16,2 millions de visiteurs et les 86 galeries d'art 900 000. Bien qu'il soit difficile de calculer le nombre des visiteurs étrangers, les sociologues indiquent que le nombre de Hongrois visitant les musées et les expositions a augmenté considérablement par suite du développement du tourisme intérieur.

99. On trouve des cinémas dans toutes les villes et dans 82 p. 100 des villages. Les 3 624 cinémas du pays ont assuré 703 441 projections et ont accueilli un nombre total de 60,7 millions de spectateurs. Dans les années 70, on a constaté un léger

/...

déclin de la fréquentation des salles, conforme à la tendance mondiale. Le nombre de projections destinées à un public de cinéphiles (ciné-clubs, documentaires) a augmenté en fonction de la fréquentation dans ce secteur. Le taux de fréquentation est de 5 600 spectateurs pour 1 000 habitants.

100. Les 30 théâtres indépendants que compte le pays ont accueilli un total de 4,7 millions de spectateurs au cours de 10 756 représentations dans leur salle et en province. Le taux de fréquentation des théâtres est de 445 spectateurs pour 1 000 habitants.

101. La diffusion de la culture est assurée par des clubs gérés par des comités, des entreprises et des institutions ainsi que par des associations de loisirs et l'Association pour la diffusion de la culture. En 1980, 7,3 millions de personnes ont assisté à des conférences.

102. En ce qui concerne les alinéas c) et d) du point 2, les lois de la République populaire hongroise garantissent aux minorités tous les droits qui sont consacrés dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, sont conformes au système socialiste hongrois, à l'internationalisme et à l'humanisme socialiste et garantissent l'égalité aux groupes ethniques quant à la liberté d'association, la liberté d'expression, le droit d'être représenté, l'égalité économique et sociale et ces droits spécifiques, indispensables à la préservation de leur identité, que sont l'emploi et l'enseignement de leur langue maternelle et la défense de leur culture.

103. Lors du recensement de 1980, seule une petite fraction de la population hongroise a déclaré que sa langue maternelle n'était pas le hongrois.

104. Jadis importantes en Hongrie, les minorités ethniques ont vu leur population diminuer à la suite d'un processus naturel d'assimilation et de migration, et d'événements historiques.

105. Les minorités ethniques, dont les effectifs sont peu nombreux, vivent dans des agglomérations disséminées sur une grande partie du territoire national (dans 18 des 19 provinces) et sont très diverses : Croates, Slovènes, Allemands, Roumains, Serbes et Slovaques, qui vivent en groupes de 4 000 à 36 000.

106. Ces minorités se sont volontairement installées dans ces régions-là il y a plusieurs siècles (essentiellement au cours de la première moitié du XVIII^e siècle) et se sont, pour la plupart, intégrées à leur environnement.

107. Il faut considérer ces minorités ethniques vivant en Hongrie comme des groupes de population issus de pays voisins, dont ils se sont séparés.

108. Les besoins et les activités de ces minorités sont liés à la défense et à la promotion de leur langue maternelle, de leur culture et de leurs traditions, et au maintien de contacts avec leur pays d'origine.

/...

109. En Hongrie, la situation de ces populations est caractérisée par la petite taille des groupes ethniques, leur grande diversité, l'éparpillement de leurs zones de peuplement, et l'enracinement historique de leurs besoins culturels. A cet égard, il convient de souligner deux des aspects essentiels de la politique hongroise en la matière :

a) Elle ne se fonde pas sur l'importance numérique des groupes ethniques, mais sur les principes d'une organisation sociale de type socialiste.

b) Elle ne tient pas seulement compte des besoins des personnes qui au moment du recensement déclarent que leur langue maternelle n'est pas le hongrois, mais aussi des aspirations et des besoins de secteurs plus larges de la société, tels que l'éducation internationaliste de la population tout entière. L'attention accordée aux groupes ethniques est l'une des pierres de touche de cette approche. Afin que leurs aspirations soient davantage prises en considération, et en vue de renforcer les liens d'amitié avec le pays d'origine, il importe que le plus grand nombre possible de jeunes Hongrois apprennent les langues de ces minorités et se familiarisent avec leur culture, leurs chants et danses folkloriques, etc., ce qui les rapproche de la culture nationale des minorités en question.

110. Les associations qui défendent les intérêts des groupes ethniques ont été créées dans des circonstances particulières à l'issue de la seconde guerre mondiale. Il en existe quatre : celle des Slaves du Sud, celle des Allemands, celle des Roumains et celle des Slovaques.

111. Leur statut confère à ces associations le caractère d'organismes sociaux ayant des activités politiques, sociales et culturelles, conformément aux droits garantis aux groupes ethniques par la Constitution. Elles considèrent qu'il leur incombe de mobiliser les minorités pour l'édification d'une société socialiste, de présenter, en coopération avec les autorités et les organismes sociaux, des propositions tendant à assurer l'exercice pratique de leurs droits, de renforcer les sentiments patriotiques des groupes ethniques à l'égard de leur patrie socialiste de promouvoir l'amitié entre le peuple hongrois et ceux des pays d'origine et de défendre leur langue et leur culture et d'en assurer le rayonnement.

112. Ces associations ont également un rôle à jouer dans le domaine économique. Elles soumettent des propositions et des observations aux organismes de l'Etat à différents échelons; ceux-ci à leur tour les consultent avant de prendre des décisions intéressant les minorités ethniques. Elles organisent des manifestations culturelles et mettent en place une infrastructure pour cultiver et renforcer l'amitié entre les citoyens appartenant à des groupes ethniques différents, en coopération avec le Front populaire patriotique.

113. Les délégués aux congrès des associations qui se tiennent tous les quatre ans, sont élus par les personnes appartenant aux groupes ethniques de leurs villages. Les délégués élisent un groupe à l'échelle nationale, qui élit à son tour, un président, un vice-président et un secrétaire général choisis en son sein. Les organes ainsi créés appliquent le principe de la conduite collective des affaires en respectant les vœux des minorités nationales. Ils ont créé des comités culturels et scolaires et des comités spécialisés pour mener à bien les principales tâches.

/...

114. Compte tenu de ce qui précède, on peut affirmer qu'en vertu des droits collectifs qui leur sont reconnus par la Constitution, les minorités ethniques en Hongrie ont un type d'organisation sociale qui, par le biais d'organes consultatifs, assure la défense de leurs intérêts. Compte tenu des fonctions qui leur sont dévolues, les associations font tout d'abord office de centres culturels des groupes ethniques et jouent un rôle très important dans les activités culturelles et folkloriques et dans la défense et la préservation de leurs traditions; enfin, elles ont des activités politiques dans le cadre du Front populaire patriotique.

115. Ces associations bénéficient d'une grande autonomie dans l'accomplissement de leurs fonctions concernant les groupes ethniques, et participent activement à l'application de la politique en faveur de ces groupes.

116. Pour ce qui est de l'enseignement, les groupes ethniques disposent d'un réseau d'écoles publiques où est dispensé un enseignement préprimaire (maternelles), primaire (écoles primaires), secondaire (lycées) et supérieur (universités et collèges).

117. Dans tout village, la présence de 15 enfants d'âge scolaire désirant s'inscrire dans un établissement d'enseignement entraîne automatiquement l'ouverture d'un jardin d'enfants, d'une école primaire ou d'un groupe où l'enseignement est assuré dans la langue maternelle. Le système est extrêmement souple étant donné la dispersion des minorités ethniques et de tels établissements ou groupes peuvent être créés même, par exemple, pour seulement 7 élèves. Deux sortes d'écoles primaires sont ouvertes aux élèves appartenant à ces minorités. Dans le premier type d'établissement, la majorité des cours sont dispensés dans la langue maternelle, les autres étant assurés en hongrois, qui sert également pour l'enseignement des sciences naturelles. Dans la pratique, ces établissements sont bilingues car les matières les plus importantes enseignées en hongrois le sont également dans la langue maternelle.

118. Dans le second type d'établissement, la majorité des cours sont dispensés en hongrois, la langue maternelle étant enseignée aux élèves non hongrois qui désirent l'apprendre et aux élèves hongrois qui souhaitent apprendre une autre langue.

119. Les directrices d'écoles maternelles, les instituteurs et les professeurs qui enseignent différentes matières aux enfants des groupes ethniques sont formés dans des écoles normales. Les professeurs de lycée chargés des élèves de ces groupes sont formés en partie en Hongrie, en partie en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en République démocratique allemande et en Roumanie, leurs études étant payées par des bourses d'Etat.

120. Ces dernières années, les minorités nationales ont vu leur situation s'améliorer considérablement en matière scolaire. Le nombre d'établissements d'enseignement est passé de 320 en 1968 à 513 aujourd'hui et le nombre d'écoliers et de lycéens de 22 332 à 43 377 au cours de la même période.

121. Les établissements ouverts aux groupes ethniques aux niveaux primaire et secondaire relèvent du Département des minorités nationales au Ministère de l'éducation.

/...

122. Grâce à l'appui technique et matériel des organes centraux et locaux de l'Administration, les minorités nationales déploient des activités intenses pour la défense de leur langue maternelle, de leurs traditions et de leur culture grâce à 102 clubs locaux de langues, 40 troupes de théâtre amateur, 141 troupes de danse, 137 chœurs et 97 orchestres. L'ensemble "Fáklya", la principale troupe de danse des minorités ethniques, compte parmi les meilleures troupes de danse non professionnelles de Hongrie. Les représentations qu'il donne à l'étranger y font connaître le folklore des Croates, des Serbes, des Slovènes, des Allemands, des Roumains et des Slovaques vivant en Hongrie. Les groupes ethniques ont une vie culturelle intense grâce à quelque 250 centres culturels disséminés dans le pays.

123. La défense des langues maternelles est facilitée par l'existence des bibliothèques de village. Les bibliothèques de tous les villages où résident des personnes appartenant à une minorité nationale possèdent des livres dans la ou les langues voulues. Il existe en outre 16 bibliothèques principales. Le stock de livres réunis dans les diverses langues maternelles, tant dans les bibliothèques principales que dans les bibliothèques de villages, représente plus de 250 000 ouvrages. Les ouvrages publiés en Hongrie sont complétés par des livres importés des pays où sont parlées les langues en question.

124. Les musées jouent un rôle important dans la défense des traditions des minorités nationales. Les objets anciens, témoins des cultures des minorités nationales, sont collectionnés par le Musée national d'ethnographie et par les musées locaux dans les régions où résident les minorités nationales. En outre, trois musées ont des annexes (à Mohács, Tata et Békéscsaba) à l'usage des groupes ethniques et de nombreuses habitations traditionnelles ont été transformées en musées ruraux où sont exposés des objets présentant un intérêt particulier pour ces populations. Plusieurs collections d'objets appartenant à l'histoire locale viennent s'ajouter au stock de meubles, de vêtements et d'outils traditionnels de chaque groupe ethnique.

125. Dans le domaine de l'information et de la vie culturelle, les minorités ethniques disposent d'un certain nombre de magazines publiés par leurs associations, et peuvent capter des programmes diffusés par les stations de radio nationales et régionales en allemand, en serbo-croate, en slovaque et en roumain et des programmes de télévision.

126. L'Institut des sciences sociales mène des recherches portant sur la vie des minorités ethniques sous l'égide du Comité des minorités nationales de l'Académie des sciences, et en coordination avec celui-ci.

127. Chaque association a une petite section littéraire qui publie poèmes, romans et recueils dans sa langue maternelle. L'année 1976 a vu la création d'un comité général de lecture et de sélection au sein des éditions d'Etat, chargé de publier les livres des groupes ethniques.

128. Le Gouvernement hongrois estime que pour préserver les cultures des minorités ethniques, il est nécessaire que celles-ci puissent rester en contact avec la culture de leur pays d'origine. L'Etat a signé des accords bilatéraux à cet effet et subventionne la formation et le perfectionnement des enseignants et des

/...

intellectuels des minorités nationales à l'étranger (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie et République démocratique allemande). L'édition commune et l'importation de livres et de manuels, des visites dans ces pays et des spectacles montés par des écoliers et des groupes culturels, etc.

129. En ce qui concerne l'alinéa e) du point 2, voir les renseignements fournis pour les alinéas a) et b) du point 2.

130. En ce qui concerne l'alinéa f) du point 2, les objets appartenant au patrimoine culturel de l'humanité peuvent être vus grâce à des expositions organisées en Hongrie ou accueillies par la Hongrie. Au cours des cinq dernières années, les musées hongrois ont organisé 241 expositions différentes à l'étranger et fourni les éléments nécessaires à l'organisation de quelque 120 autres. La vaste gamme des collections couvre de nombreux domaines qui vont des sciences naturelles à l'histoire de la technique. Ainsi, le Musée du mouvement ouvrier a organisé 38 expositions dans des pays socialistes, 13 dans des pays capitalistes et 16 dans des pays en développement et accueilli 16 expositions au cours des cinq dernières années. Le Musée d'histoire de Budapest a organisé six expositions à l'étranger et en a accueilli 5, essentiellement dans le cadre d'accords de coopération avec des capitales européennes.

131. Le Musée des lettres Petöfi a organisé 112 expositions à l'étranger, dont 90 dans des pays socialistes, 21 dans des pays capitalistes et une dans un pays en développement.

132. Le Musée des arts plastiques a organisé trois expositions artistiques sur divers thèmes et en a accueilli 13.

133. Le Musée national hongrois :

a) a organisé à l'étranger les expositions suivantes :

L'orfèvrerie hongroise (Japon);

Les trésors artistiques de Hongrie (Delft);

Les costumes historiques hongrois (Manchester);

Les vêtements de l'époque des Habsbourg et de l'Autriche-Hongrie (Metropolitan Museum de New York);

Les Huns, les Teutons et les Avars (Berlin);

b) a participé à l'organisation des expositions suivantes :

Max Emanuel und Europa (Munich-Schleissheim, 1976);

Vor hundert Jahren (Vienne, 1979);

Die erste Türkenbelagerung (Vienne, 1979);

Osterreich zur Zeit Kaiser Joseph II (Melk, 1980);

/...

Maria Theresia und ihre Zeit (Vienne, 1980):

Maria Theresia als Königin von Ungarn (Haltburn, 1980).

134. L'exposition in situ au Musée national hongrois d'objets anciens de l'histoire de l'humanité a accueilli 42 000 visiteurs, dont 50 p. 100 d'étrangers, en 1980. Dans le cadre du Conseil international des musées, des experts hongrois prêtent leur concours à la République-Unie de Tanzanie pour la présentation et la protection des découvertes relatives à l'homo habilis faites dans ce pays, dans le cadre d'un programme financé par le Musée national hongrois.

135. La préservation du patrimoine culturel de l'humanité incombe essentiellement aux bibliothèques mais cette tâche est également assurée par d'autres moyens, notamment les programmes destinés à protéger les manuscrits, les livres et autres documents dont l'âge et la rareté en font des pièces de musée, les programmes visant à intensifier les travaux de restauration et à former des restaurateurs et des réparateurs, la création d'une bibliothèque nationale des publications qui, bien que rarement consultées, sont dignes d'être conservées, de programmes de stockage de microfilms, etc.

136. La loi protège les monuments historiques et les sites archéologiques. A l'heure actuelle, on dénombre 112 sites classés. On prévoit de modifier la loi sur les musées pour mieux protéger les objets d'art et en réglementer l'exportation tant par le biais du commerce privé que du commerce l'Etat.

137. Les vestiges architecturaux sont également visés par cette loi. Le Ministère de la construction a ouvert un crédit annuel de 3 000 à 5 000 forint par maison pour l'entretien de 400 à 500 maisons traditionnelles. Jusqu'à une date récente, les propriétaires de 130 bâtiments classés avaient droit à une subvention pour l'entretien de leur bâtiment pouvant aller jusqu'à 30 000 forint. Depuis 1971, la Direction nationale des monuments historiques a dépensé 30 millions de forint pour assurer l'entretien des bâtiments traditionnels, dont la plupart ont été ou seront transformés en skanzens.

138. Les investissements réalisés dans le cadre des plans quinquennaux, le programme de construction de 450 000 appartements et les grands chantiers, sont à l'origine de la découverte d'un si grand nombre d'objets ayant une valeur historique que les musées, qui disposent de 180 archéologues, ne sont pas en mesure de tous les étudier et les classer. Au cours des cinq dernières années, l'Etat a dépensé 50 millions de forint pour la préservation de ces objets. Des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne la restauration des villes historiques, mais les programmes de construction urbaine en cours multiplient les tâches de protection des sites. Les objets anciens qui illustrent l'histoire de la technique en Hongrie vont être remplacés ou retirés de l'endroit où on les a découverts, mais les musées des techniques s'efforcent de les préserver pour les exposer. On trouve encore aujourd'hui des objets représentatifs de la vie rurale et les 17 millions de touristes étrangers qui visitent chaque année la Hongrie manifestent un vif intérêt pour les trésors ethnographiques et numismatiques hongrois et plus récemment pour les découvertes relatives aux sciences naturelles.

/...

139. En ce qui concerne l'alinéa g) du point 2, il existe en Hongrie trois filières dans l'édition : les ouvrages intéressant le grand public sont publiés par des maisons d'édition d'Etat, les ouvrages spécialisés sont publiés par des éditeurs occasionnels (organismes publics et sociaux, établissements d'enseignement et institutions scientifiques, etc.); enfin, les auteurs peuvent publier et diffuser à leur compte les ouvrages, qu'ils ont écrits, et qui, en raison de leur qualité médiocre ou du peu d'intérêt qu'ils suscitent, ne sont pas acceptés par les maisons d'édition ou les organismes ci-dessus.

140. La liberté de diffuser (éditer, exposer, vendre) les oeuvres d'art n'est pas réglementée, sauf dans le cas d'oeuvres contraires aux intérêts et offensant la susceptibilité d'autres peuples, groupes ethniques ou confessions d'oeuvres contraires aux bonnes moeurs ou de médiocre qualité.

141. En ce qui concerne l'alinéa h) du point 2, les bibliothécaires sont formés à trois niveaux : à l'Université Eötvös Loránd de Budapest, dans deux écoles normales (Nyíregyháza et Szombathely) et à l'Ecole centrale du Conseil central des syndicats hongrois le personnel administratif est formé dans le secondaire : cours dispensés par certains lycées ou cours par correspondance organisés sous les auspices des bibliothèques centrales ou d'autres grandes bibliothèques nationales. Des cours par correspondance et des cours de perfectionnement sont également organisés dans les universités.

142. Les archivistes sont formés dans le secondaire et dans le supérieur. L'enseignement supérieur est dispensé à la Faculté des sciences humaines de l'Université Eötvös Loránd (cours sur place et enseignement par correspondance); l'enseignement au niveau secondaire est dispensé par les services des archives et par des lycées à l'intention des responsables des collections publiques.

143. Pour ce qui est de l'alinéa i) du point 2, il convient de noter que les centres culturels sont des établissements d'une nature particulière dont l'objectif est essentiellement de satisfaire les besoins locaux en fonctionnant en tant que centre de rencontres culturelles dans les communes et les agglomérations et en diffusant régulièrement des informations par l'intermédiaire de spécialistes.

B. Le droit de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

144. L'Association pour la diffusion de la culture a des activités dans toutes les disciplines scientifiques, apporte une contribution de valeur à l'éducation, notamment en ce qui concerne les disciplines suivantes : la politique et l'idéologie la morale, les arts, la santé et la protection de l'environnement.

145. Une des tâches fondamentales qui incombe à cette association est la diffusion la plus large et la plus rapide des découvertes scientifiques les plus récentes.

146. La diffusion de l'information sur les progrès scientifiques par l'intermédiaire de revues spécialisées est l'oeuvre de divers services appartenant au réseau de bibliothèques. Cette diffusion est assurée essentiellement par les bibliothèques nationales, les bibliothèques des établissements d'enseignement supérieur et les

/...

bibliothèques spécialisées, les bibliothèques publiques et les bibliothèques scolaires jouent un rôle de plus en plus important, le principal objectif étant de fournir le plus rapidement possible aux utilisateurs des informations sur les découvertes scientifiques récentes à différents niveaux. L'objectif fondamental du système national d'information sur la littérature spécialisée, qui est en cours de création, est de rendre universel l'accès aux ouvrages spécialisés, à l'instar de ce qui se fait dans les bibliothèques classiques.

C. Protection des intérêts moraux et matériels des auteurs

147. La République populaire hongroise est partie à presque toutes les conventions internationales multilatérales relatives à la protection de la propriété intellectuelle : l'Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Union de Berne), la Convention universelle sur le droit d'auteur du 6 septembre 1952 (Genève), la Convention de Montevideo sur la propriété littéraire et artistique du 11 janvier 1889, l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris), la Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (29 octobre 1971), le Traité de coopération en matière de brevets (Washington, 19 juin 1970), et le Traité concernant la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (Union de Budapest, 28 avril 1977).

148. Les activités scientifiques, littéraires et artistiques et la propriété intellectuelle qui en découle jouissent donc en Hongrie d'une protection au moins égale à celle prévue dans les conventions internationales susmentionnées.

149. La protection des intérêts moraux et économiques des auteurs est une pratique établie de longue date aux termes de la législation hongroise. En vertu de la loi III du 26 avril 1969 actuellement en vigueur, les oeuvres littéraires, scientifiques et artistiques de tous les citoyens hongrois et de tous les auteurs dont les oeuvres sont présentées pour la première fois au public en Hongrie sont protégées.

150. Le droit d'auteur appartient à l'auteur de l'oeuvre. Dans le cas d'oeuvres créées par un employé dans le cadre d'un contrat de travail, c'est l'employeur qui est autorisé à les utiliser dans le domaine d'activité de l'entreprise sans préjudice des droits moraux de l'auteur.

151. Les droits économiques des auteurs sont régis par la disposition ci-après de la loi : "Sauf disposition contraire de la présente loi, le consentement de l'auteur est nécessaire pour toute utilisation de son oeuvre."

152. Les limitations législatives concernant le droit d'auteur sont conformes aux règlements internationaux (comme la Convention de Berne et l'Acte de Paris de 1971) et comprennent la libre utilisation gratuite (par exemple les citations), la licence légale (radiodiffusion ou télédiffusion d'oeuvres déjà rendues publiques, sauf pour les oeuvres entièrement réalisées pour la scène et la licence obligatoire (représentation ou exécution publique d'oeuvres déjà publiées, sauf pour les oeuvres entièrement réalisées pour la scène).

/...

153. Les droits économiques sont protégés tant que les auteurs sont vivants et pendant une période de 50 ans après leur décès. Les droits moraux ne sont pas limités dans le temps.

154. Les artistes, interprètes ou exécutants et les organisations de diffusion jouissent également de la protection fournie par la loi III dans les domaines suivants : droit concernant l'enregistrement et la transmission de leur spectacle, droit d'avoir leur nom indiqué, protection contre la déformation.

155. Les auteurs étrangers jouissent en Hongrie de la protection du droit d'auteur, conformément à la Convention de Berne sur la protection des oeuvres littéraires et artistiques, la Convention universelle sur le droit d'auteur et le Traité bilatéral sur le droit d'auteur signé avec l'Union soviétique. La protection des auteurs ressortissants d'un pays qui n'est pas partie aux conventions susmentionnées est régie par le principe de la réciprocité.

156. Les institutions et organes chargés d'appliquer la loi sur le droit d'auteur en Hongrie sont les suivants :

a) L'organisation responsable de la protection du droit d'auteur en général tel qu'il est mentionné dans la loi III, est le Bureau hongrois pour la protection du droit d'auteur. En ce qui concerne les beaux-arts, et les arts décoratifs, cette fonction est exercée par le Fonds des arts de la République populaire hongroise. Entre autres activités, le Fonds des arts et les autres fonds spéciaux (par exemple le Fonds pour la musique) encouragent et financent la création artistique.

b) Un comité d'experts en matière de droit d'auteur apporte son concours technique aux tribunaux dans les différends juridiques concernant le droit d'auteur.

c) En ce qui concerne l'application du droit d'auteur, la loi sur le droit d'auteur contient des dispositions régissant les contrats relatifs à l'utilisation des oeuvres, en général et dans certains cas concrets (contrats de publication, etc.). Aucune dérogation à une disposition servant à protéger les intérêts qui serait préjudiciable à celui-ci n'est autorisée.

157. Les principales modifications apportées à la législation sur le droit d'auteur en Hongrie depuis 1976, et l'analyse qui en a été faite, ont été publiées dans Le droit d'auteur, publication officielle de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (voir la lettre envoyée de Hongrie par M. Ficsor en décembre 1978, l'adhésion de la Hongrie à la Convention de Genève pour la protection des phonogrammes, la conclusion du nouveau traité bilatéral soviéto-hongrois sur le droit d'auteur, la modification du Code civil concernant la protection des personnes). En outre, le décret-loi No 27 de 1978 a modifié deux éléments de la loi relative au droit d'auteur en révisant la notion d'oeuvre de collaboration et en introduisant "le droit de suite" (Le droit d'auteur d'avril 1979).

158. En ce qui concerne l'avenir, on prévoit de modifier la législation sur le droit d'auteur pour l'adapter aux produits de la révolution technologique susceptibles d'affecter les droits des auteurs et donc le processus social de création

/...

de nouvelles œuvres (par exemple enregistrement à domicile, télévision par câble, magnétoscopie). L'élaboration d'une loi sur l'enregistrement à domicile (reproduction à domicile d'œuvres protégées sur magnétophones et magnétoscope) est à un stade avancé. Pour plus de détails, voir Le droit d'auteur de février 1981, p. 59 et suivantes (M. Ficsor : The home taping of protected works : and acid test for copyright). (L'enregistrement à domicile des œuvres protégées : l'épreuve du feu pour le droit d'auteur).

D. Mesures prises pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la science et de la culture

E. Droit à la liberté en matière de recherche scientifique et d'activités créatrices

159. La loi III de 1969 relative au droit d'auteur régit les droits des auteurs concernant leurs œuvres et créations ainsi que les relations entre les auteurs et les éditeurs. La responsabilité de l'application de la loi incombe au Ministère de l'éducation, qui dans les cas non prévus dans la loi, peut fixer par décret les clauses des contrats d'utilisation, ainsi que le montant des redevances et autres compensations dues aux auteurs au titre de la loi (décret gouvernemental No 9 de 1969).

160. Les conditions concernant les contrats de publication et les redevances sont régies par le décret 1/1979 du Ministère de l'éducation et de la culture, tel qu'il a été modifié par le décret No 2/1980 (IX.15) du Ministère de l'éducation.

161. Les relations entre les auteurs et les éditeurs sont régies par un contrat dans lequel sont précisés notamment le thème et la longueur approximative de l'œuvre, le montant de la redevance et la date limite pour la remise et la publication du manuscrit.

162. L'appui moral et matériel aux auteurs incombe à un certain nombre d'institutions placées sous la supervision du Ministère de l'éducation.

163. L'Union des écrivains hongrois s'occupe d'étudier régulièrement des questions et problèmes relatifs à la création artistique, d'aider des jeunes écrivains à s'épanouir professionnellement et à s'intégrer à la société, de conseiller les responsables des réunions de travail culturelles organisées par les organismes d'Etat et les organisations sociales, d'organiser des débats et des conférences professionnelles et de proposer des candidats aux prix et distinctions artistiques ainsi qu'aux bourses.

164. Le Fonds des lettres de la République populaire hongroise a été créé par le décret No 26/1950 (X.29) du Conseil des ministres et par le décret gouvernemental No 10/1960 (II.28). C'est la section littéraire du Fonds des arts de la République populaire hongroise (du Fonds des arts dépendent trois branches importantes de la vie artistique auxquelles correspondent trois sections : les beaux-arts, la littérature et la musique).

/...

165. L'accès aux services de bibliothèque nécessaires aux activités scientifiques et artistiques est réglementé par le décret No 5/1978 (XII.12) du Ministère de la culture.

166. Les bibliothèques se divisent en trois catégories principales : les bibliothèques publiques, administrées par des organismes d'Etat, les organisations sociales et les coopératives, les bibliothèques non considérées comme des bibliothèques publiques et gérées par des personnes morales (bibliothèques paroissiales, bibliothèques de clubs, etc.) et les bibliothèques privées. A l'échelon national, les services de bibliothèque sont principalement assurés par les bibliothèques publiques et, dans certains domaines particuliers, par les bibliothèques appartenant à des personnes morales.

167. Selon leur vocation, les bibliothèques publiques peuvent être des bibliothèques nationales, éducatives, spéciales, universitaires et scolaires. En ce qui concerne l'accès aux bibliothèques, celles-ci sont publiques, avec ou sans restriction. Les bibliothèques possédant une importante documentation spécialisée peuvent être classées comme bibliothèques scientifiques, quelle que soit la discipline à laquelle elles sont consacrées.

168. Pour ce qui est des mesures destinées à promouvoir la jouissance du droit aux services de bibliothèque, il s'agit tout d'abord de veiller au respect des lois et règlements qui régissent le fonctionnement des bibliothèques. En outre, en vue de créer les conditions et les installations nécessaires à la recherche scientifique et à l'activité créatrice, les services culturels officiels fournissent un appui moral et matériel, à la mesure de leurs moyens aux efforts déployés, pour améliorer la situation des bibliothèques en particulier dans les domaines suivants : amélioration du mobilier, des installations et du matériel techniques des bibliothèques, ainsi que de leur fond de documentation, élargissement de la coopération entre les bibliothèques aux échelons national et international et formation et perfectionnement des bibliothécaires, etc.

169. La liberté d'échange des renseignements scientifiques, techniques et culturels est facilitée du fait que les bibliothèques mettent leur stock à la disposition du public, répondant aux demandes des utilisateurs, etc., dans une moindre mesure, entreprennent la publication de compilations, etc.

170. Il y a en Hongrie 16 musées paroissiaux appartenant à diverses confessions. Ils bénéficient de plusieurs formes d'aide de l'Etat (restauration, modernisation, climatisation, normalisation technique). En 1980 les musées paroissiaux ont reçu 1,6 million de visiteurs, ce qui représente 10 p. 100 de la fréquentation totale des musées hongrois.

171. Presque tous les musées ont un service de documentation dont les collections nationales ou régionales contiennent des informations détaillées sous forme de manuscrits, photographies, etc., relatifs à l'histoire locale, par sujet ou par zone géographique. Les textes administratifs pertinents prévoient que la période de protection du droit d'auteur est de cinq ans, après laquelle les sources peuvent être utilisées librement par quiconque, sous réserve de respecter la morale professionnelle qui régit la profession d'éditeur. Par exemple, le Musée d'ethnographie possède 2 millions de pages de documentation relative au folklore.

/...

Les personnes intéressées peuvent puiser dans les quelques 20 000 documents de fouille du Musée national hongrois, seul conservatoire d'importance nationale du pays dans ce domaine, et dans les documents sur la question entreposés dans les musées régionaux. Ces derniers sont les sources où puisent jeunes et adultes qui participent aux concours d'histoire locale et aux concours annuels d'ethnographie et d'histoire. Le Musée de peinture historique du Musée national hongrois abrite d'importantes collections évoquant certains événements et personnages historiques hongrois. Sculpteurs et peintres, metteurs en scène et écrivains viennent y chercher informations, photos, reproductions, etc., susceptibles de les aider dans leurs activités créatrices, conformément aux règlements régissant les services de bibliothèque. Il en est de même des bibliothèques scientifiques qui n'entrent pas dans la catégorie des musées d'intérêt national et qui sont ouvertes aux scientifiques et aux artistes hongrois et étrangers. Les bibliothèques spécialisées les plus importantes sont les suivantes :

- a) La Bibliothèque archéologique centrale du Musée national hongrois;
- b) La Bibliothèque du Musée des Beaux-Arts (arts industriels anciens et modernes);
- c) La Bibliothèque du Musée d'ethnographie (ethnographie et folklore).

172. Ces bibliothèques acquièrent des oeuvres d'art, en partie grâce aux ressources qui leur sont allouées en priorité par l'Etat, et en partie en procédant à des échanges avec d'autres pays.

173. Le réseau de musées possède un stock de 1 863 935 ouvrages. Les échanges internationaux de livres sont administrés par les bibliothèques spéciales des musées par l'intermédiaire de la Bibliothèque nationale Széchenyi. Le volume des échanges est d'environ 5 000 à 8 000 ouvrages par an.

174. Le droit d'auteur est régi par le décret No 154 de 1969 du ministère de l'éducation et de la culture. Le principe général est que l'utilisation à des fins d'enseignement et de culture en général de tout article de musée est gratuite, alors que l'utilisation de ces articles à des fins publicitaires ou autres dans le pays et à l'étranger est soumise à une redevance modeste le plus souvent sous forme d'un don de livres.

175. Les archives doivent installer des salles de recherche et en ouvrir régulièrement l'accès aux chercheurs. Pour faciliter leur travail, les chercheurs sont autorisés à utiliser le matériel de reproduction des archives (microfilms, photocopieurs, etc.), sous réserve de payer l'intégralité des coûts de reproduction.

F. Encouragement et développement de la coopération
et des contacts internationaux dans le domaine de
la science et de la culture

176. Le Gouvernement de la République populaire hongroise encourage et favorise toujours, avec tous les moyens dont il dispose, le développement de la coopération et des contacts internationaux dans les domaines de la science et de la culture.

/...

177. A l'heure actuelle, la République populaire hongroise a des accords de coopération culturelle et scientifique et technique avec 66 pays.

178. La République populaire hongroise attache une importance particulière aux conventions et accords internationaux, régionaux et mondiaux, visant à promouvoir la coopération scientifique entre les Etats parties. Elle est partie aux accords suivants qui ont été déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, avec Protocole annexé (Lake Success, 15 juillet 1949); Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (Genève, 29 octobre 1971).

179. En outre, la République populaire hongroise est partie à plusieurs accords internationaux qui ont été élaborés et adoptés dans le cadre de l'Unesco, comme le Protocole pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (14 mai 1954), la Convention concernant les échanges internationaux de publications (3 décembre 1958), la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (14 décembre 1960), la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (14 novembre 1970).

180. La communauté des Etats socialistes a entrepris d'intégrer la publication de livres au niveau international. La coopération avec les Etats socialistes est régie par des accords à moyen terme. En outre, la Hongrie publie énormément d'ouvrages de concert avec les Etats socialistes voisins, ce qui permet aux minorités hongroises vivant à l'étranger de publier davantage d'ouvrages dans leur langue maternelle, de diffuser ces publications en Hongrie et de les fournir aux populations d'origine hongroise vivant dans les pays voisins. La Hongrie souhaite intensifier ses relations avec les Etats capitalistes développés sur la base de l'intérêt mutuel. Dans ce domaine, c'est essentiellement la Hongrie qui a la plus grande part de publications, et peu de pays semblent soucieux de rectifier cette situation. La Hongrie, en collaboration avec d'autres pays socialistes, a élaboré des plans prévoyant la fourniture d'une assistance aux pays en développement dans le domaine de l'édition.

181. Les relations internationales ont pris une place de plus en plus importante dans le théâtre hongrois (échange de troupes, d'artistes, etc.). Les artistes hongrois font des tournées dans de nombreux pays. L'Etat facilite le plus possible ce genre d'activités (programmes de travail interétats, contacts directs entre villes et provinces jumelées, contacts professionnels de l'International Concert Bureau, etc.).

182. La plupart des grandes oeuvres cinématographiques produites dans le monde sont projetées en Hongrie. Celle-ci essaie d'utiliser tous les circuits commerciaux et culturels, même ceux qui n'entrent pas dans le cadre d'accords officiels, pour faire connaître le meilleur de sa production cinématographique au public international. Grâce à cette politique, la Hongrie présente tous les ans des films dans 70 à 75 festivals internationaux; 40 à 45 journées et semaines du cinéma sont organisées chaque année; on fait également appel à d'autres moyens comme la télédiffusion des programmes consacrés à des réalisateurs, etc.

/...

183. Le Pen Club hongrois est membre du Pen Club international. Depuis sa création, en 1926, il participe régulièrement aux congrès internationaux et à d'autres rencontres du Pen Club. Son objectif est d'intégrer la littérature hongroise au courant littéraire international. L'existence et l'activité du Pen Club international ainsi que ses nombreux centres facilitent les contacts internationaux entre écrivains et l'échange d'idées dans le domaine littéraire. A la fin des années 60, le Pen Club hongrois a décidé d'entreprendre un programme de traduction afin de traduire en langues étrangères, et selon les critères de qualité les plus élevés, divers ouvrages littéraires hongrois, classiques et surtout contemporains. Ecrivains et traducteurs étrangers sont régulièrement invités à se charger de ce travail.

184. La Hongrie a adhéré aux principaux accords et traités internationaux relatifs au développement des services de bibliothèque - le plus important étant la Convention concernant les échanges internationaux de publications - et est en faveur du respect intégral de leurs dispositions.

185. Les bibliothécaires hongrois envoient régulièrement des représentants aux conférences, séminaires, colloques, etc., scientifiques et culturels internationaux susceptibles de favoriser le développement du système de bibliothèques en Hongrie, et qui leur donnent l'occasion de faire connaître à un vaste public les expériences et les succès de la Hongrie dans ce domaine. Il convient de noter que la Hongrie a accueilli un certain nombre de ces conférences et séminaires, dont certaines ont contribué à la formation de spécialistes originaires de pays en développement, conformément aux programmes pertinents de l'Unesco.

186. Enfin, le Gouvernement de la République populaire hongroise tient à préciser qu'il est prêt à fournir sur demande le texte en hongrois des lois nationales énumérées à l'annexe ci-après.

/...

ANNEXE

Liste des principaux lois et règlements concernant
l'éducation et la culture

I. Lois

Loi III de 1961 relative au système éducatif de la République populaire hongroise

Loi III de 1969 relative au droit d'auteur

Loi IV de 1969 relative à la formation professionnelle

Loi V de 1976 relative à l'éducation publique

II. Décrets-lois

Décret-loi No 5 de 1949 concernant l'enseignement religieux

Décret-loi No 13 de 1962 concernant l'enseignement obligatoire

Décret-loi No 14 de 1962 concernant les établissements d'enseignement primaire

Décret-loi No 22 de 1962 concernant les établissements d'enseignement supérieur

Décret-loi No 9 de 1963 concernant la protection des pièces de musée

Décret-loi No 24 de 1965 concernant les établissements d'enseignement secondaire

Décret-loi No 27 de 1979 concernant la protection des archives

Décret-loi No 2 de 1979 sur la promulgation de la Convention concernant les mesures
à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert
de propriété illicites des biens culturels, adoptée par l'Unesco à Paris
le 14 novembre 1970

Décret-loi No 12 de 1979 concernant la promulgation de l'Accord pour l'importation
d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, Lake Success,
22 novembre 1950

III. Décrets du Conseil des ministres

Décret gouvernemental No 21/1957 (III.24) concernant l'enseignement religieux

Décret gouvernemental No 20/1969 (VI.20) concernant la protection de l'Etat pour
les mineurs

/...

Décret gouvernemental No 25/1969 (VI.20) concernant les universités et collèges considérés comme des universités

Décret gouvernemental No 29/1970 (VIII.7) concernant les collèges, les établissements d'enseignement supérieur et les facultés

Décret No 17/1976 (VI.7) du Conseil des ministres concernant l'application du décret-loi No 15 de 1976 sur les bibliothèques

Décret No 3/1979 (I.20) du Conseil des ministres concernant les centres de la culture

IV. Résolutions du Conseil des ministres

Résolution gouvernementale No 1014/1970 (V.10) concernant la création de bourses pour le perfectionnement des travailleurs scientifiques

Résolution gouvernementale No 1014/1971 (IV.20) concernant les principes généraux régissant le développement du système de perfectionnement destiné aux travailleurs

Résolution No 1041/1974 (VIII.7) du Conseil des ministres concernant la création du Fonds éducatif et culturel

Résolution No 1015/1976 (V.15) du Conseil des ministres concernant le développement de l'éducation physique et des sports d'équipe pour la jeunesse

Résolution No 1035/1976 (XI.13) du Conseil des ministres concernant l'application de la loi V de 1976 sur l'éducation publique

V. Décrets du Ministre de l'enseignement et de la culture

Décret No 7/1963 (XII.11) sur l'application du décret-loi No 13 de 1962 concernant l'enseignement obligatoire

Décret No 2/1965 (I.8) sur l'application du décret-loi No 9 de 1963 concernant la protection des pièces de musée

Décret No 3/1966 (XI.4) sur l'application du décret-loi No 14 de 1962 concernant les établissements d'enseignement primaire

Décret No 7/1972 (X.27) sur les contrats d'études avec les personnes recevant une éducation scolaire pendant la journée

/...

VI. Décrets du Ministre de la Culture

Décret No 5/1978 (XII.12) sur l'organisation et l'administration du réseau de bibliothèques

Décret No 1/1979 (I.20) sur l'application du décret No 3/1979 (I.20) du Conseil des ministres concernant les centres de la culture

VII. Décrets du Ministre de l'éducation

Décret No 1/1974 (VI.27) concernant les débats tenus devant l'autorité de tutelle

Décret No 10/1978 (VIII.29) du Ministre de l'éducation et du Ministre du travail concernant les cours préparatoires à l'enseignement supérieur destinés aux travailleurs manuels spécialisés

VIII. Décrets du Ministre du travail

Décret No 8/1969 (XI.28) concernant certaines questions relatives aux bourses sociales destinées aux étudiants fréquentant les écoles de formation professionnelle

Décret No 13/1969 (XII.30) sur l'application de la loi VI de 1969 concernant la formation professionnelle

Décret No 6/1972 (IV.21) sur le perfectionnement des travailleurs

Décret No 14/1976 (XII.1) du Ministre du travail et du Ministre de l'éducation concernant la formation professionnelle dans les écoles secondaires spécialisées

Décret No 15/1976 (XII.7) du Ministre du travail et du Ministre des finances concernant la création et l'utilisation d'un fonds de formation professionnelle
